

Bagdado delenda est

PAR GHASSAN SALAME* *Libération 9.2.91*

Tom King, le vigoureux ministre britannique de la Défense, pense qu'il faut aller « au-delà de la libération du Koweït ». Frapper Bagdad pour de bon? L'occuper? Y installer un général ami, si on arrive à en produire un? « L'au-delà de » du ministre de sa Gracieuse Majesté n'est pas clair. Claire est par contre, et depuis le premier jour, la détermination britannique à en découdre avec Saddam. Réflexe Atlantique? Sans doute. La routine de défendre un Koweït amené à la souveraineté par Londres, il y a quelques décennies? Peut-être. Considérations mercantiles? Quoi d'étonnant à cela pour un « peuple de boutiquiers »? Mais il y a plus dans cet acharnement qui — énoncé dès le premier jour par Margaret Thatcher que l'invasion du Koweït avait surprise au Colorado — aurait eu un effet de contagion sur le locataire de la Maison Blanche.

Si Londres, à la différence d'autres capitales, n'a guère eu d'états d'âme, c'est que l'Irak, ça le connaît. A trois reprises en un siècle, l'armée britannique est allée « casser » le pays. D'où un malentendu sans fin, une incurable amertume.

La première fois, c'était en 1920, Londres avait dû mettre le paquet. Avant créé l'Irak dans ses frontières actuelles, il a voulu tout simplement s'y installer. C'était compter sans les tribus de l'Euphrate, qui n'aiment pas les Etats organisés, et sans les *oulémas* chiïtes de Najaf, qui ne supportent pas le règne de l'infidèle. Une rébellion de trois mois s'ensuivra. Début octobre 1920, les troupes britanniques déployées en Irak avaient été doublées à 100000 hommes, acheminées du sud au nord *via* Bassorah. Londres perdra un millier d'hommes (des Indiens pour la plupart, noteront les cyniques), 2500 blessés et 600 prisonniers. Il y aura quelque trois mille morts irakiens. Dans aucun autre pays arabe de la région, Londres n'avait rencontré un refus aussi net de son *imperium*. On ne badine pas avec les Irakiens. Rien d'étonnant à ce que Londres leur donne vite l'indépendance en 1930, avant l'Egypte, la Jordanie ou le Koweït.

La seconde confrontation, en 1941, fut plus brève, mais non moins instructive. Profitant des circonstances troubles de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants irakiens avaient pensé pouvoir se débarrasser des bases aériennes britanniques, tolérées en Irak en échange de l'indépendance politique du pays. Pendant que l'ambassadeur britannique sur place négociait avec le gouvernement de Bagdad, Londres préparait une nouvelle invasion du pays, de nouveau *via* Bassorah. Le débarquement aura bien lieu et sera précédé de l'inévitable bombardement massif des troupes irakiennes par l'aviation britannique, déjà à la mode chez les stratèges.

Quelques idées bien courantes aujourd'hui étaient alors mises en application : la confusion facile entre nationalisme local et sympathie pour Hitler ou encore la demande faite par Londres à la Turquie d'ouvrir un nouveau front au nord pour coincer les Irakiens en tenaille. De l'autre côté, le fameux *linkage*, si discuté de nos jours, était bien réalisé, à travers la présence à Bagdad du mufti de Palestine, allié et conseiller du gouvernement irakien de l'époque. Fin mai 1941, tout était terminé, Londres, avec bien moins de forces qu'en 1920, était venu à bout de ce réveil mal à propos du nationalisme irakien.

Ces deux précédents ne sont pas exactement des souvenirs heureux dans la mémoire irakienne. Si on ajoute à cela qu'en 1961, les Britanniques ont eu la bonne idée de débarquer à Koweït pour interdire que le général Kassem ne fasse du frère émirat une 19^e province mésopotamienne, on comprend que les Irakiens ne soient pas amoureux fous de leurs anciens « civilisateurs ». Ni l'inverse, bien sûr : Londres préfère d'anciens colonisés devenus des amis dociles à des nationalistes ténébreux et extrêmes, portés vers les solutions sanguinaires et sans aucune manière.

C'est cela, plus que tout, qui explique l'intérêt constant de l'Irak (qui parle l'anglais quand il use d'un idiome étranger) pour des relations avec d'autres que Londres. Le candidat naturel fut d'abord Moscou, dès 1958. Puis, à partir des années 60, on chercha ailleurs, notamment en Occident, de nouveaux amis. La France de De Gaulle, et celle de ses successeurs, se révélait un interlocuteur idéal. Paris et

Bagdad se sont alors naturellement trouvés de nombreux atomes crochus. On insiste lourdement de nos jours sur le facteur militaire, oubliant intentionnellement les grands contrats civils qui ont émaillé cette relation et l'ouverture politique qu'elle a permise, de part et d'autre. Mais il est vrai que le temps est plus aux généralisations faciles qu'aux bilans objectifs.

Il est également vrai que le prix fut lourd : la France s'est pratiquement tue sur la nature d'un régime simplement dictatorial. Diplomates et marchands s'en désintéressaient. Des journalistes furent complaisants. Mais la France accueille fort peu d'exilés irakiens et peu de chercheurs français connaissent le pays. D'où, à quelques exceptions près, une production intellectuelle sans relief. Bizarres sont cependant les appels féroces d'aujourd'hui à l'autocritique collective de la France : le soutien français multiforme à l'Irak était, pendant les dix dernières années, encouragé, voire financé par des pays tels que l'Arabie Saoudite, l'Egypte, ou... le Koweït. Moscou et Washington montraient une grande indulgence à quiconque arrêterait la vague islamiste partie de Téhéran. Mais il est vrai que le temps est plus aux règlements de compte qu'aux bilans objectifs.

Dans ce soutien à l'Irak, Londres, côté boutique, a d'ailleurs pris sa part : militaire, industrielle, travaux publics et tout. Mais à Londres comme ailleurs, on aimerait voir partir en Saddam un témoin encombrant, un allié devenu inutile. On s'y emploie. Les Britanniques, qui connaissent si bien l'Irak, auraient pourtant dû avertir leurs alliés que, derrière le dictateur diabolisé à souhait, il y avait un nationalisme sourcilieux qui leur avait déjà joué des tours tout au long du siècle. Que l'affaire d'Irak, son accès difficile à la mer, ses ambitions régionales, ses pratiques politiques sauvages, étaient de loin antérieures à Saddam et devraient, selon toute probabilité, lui survivre. Il suffit de lire la presse populaire britannique pour se rendre compte que c'est bien l'inverse qui « marche » outre-Manche : des titres vociférants qui relèvent plus de la tauromachie que de l'information. Mais il est vrai que le temps est davantage à la *character assassination* qu'à l'information objective.

La « character assassination » de Saddam à laquelle se livrent tout particulièrement les médias britanniques, n'est sûrement pas le meilleur moyen d'apprécier lucidement les véritables enjeux de cette guerre.



une troisième et totale confrontation avec l'Occident. Pourquoi s'étonner, comme le fait *The Economist*, avec sa fausse ingénuité, que cette fièvre puisse dépasser les frontières du seul Irak ? Comment s'étonner, comme le *New York Times*, que Saddam ait pu forcer l'admiration de Saoudiens ou d'Égyptiens ?

Mieux valait, modestement, reconnaître que la diabolisation systématique de Saddam à laquelle on assiste depuis des mois, a pratiquement servi à aggraver la myopie de l'Occident sur la réalité irakienne et à accentuer le prestige du dictateur dans son milieu culturel. C'est déjà une leçon difficile à tirer... et qu'on aura certainement oubliée lorsque d'autres Saddam paraîtront.

Ailleurs qu'à Londres, est-on vraiment plus serein ? C'est pourtant là toute la question. Penser à l'après-guerre ne relève pas de la spéculation gratuite. Il sert d'abord à mieux conduire la guerre et à en tirer les meilleurs résultats, en fonction d'objectifs bien précis. Ceux-ci devraient se borner à la libération du Koweït.

Or mentalement, sinon dans les faits, on a depuis longtemps dépassé, avec Tom King, les limites des objectifs fixés dans les résolutions de l'ONU. On ne saurait donc être surpris de voir les Irakiens considérer la guerre non comme une punition de Saddam, mais comme

*** Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP**